L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL GOUVERNEMENTAL ..... $12 par année
Id. ..... $6 pour six mois
Id. ..... $3 pour trois mois
Prix spécial d'abonnement.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 9 JUIN 1841.

POUR GOUVERNEUR:
HENRY JOHNSON.

Depuis quelque temps, les journaux de l'intérieur renferment leurs colonnes de déclamations contre les fortunes du pouvoir de la Nouvelle-Orléans, et ils vont même jusqu'à accuser la presse orléanaise de connivence, parce qu'elle garde le silence sur ces accusations.

On prétend qu'il se commet de nombreuses fraudes dans les transactions de ceux à la Nouvelle-Orléans, ou préfèrent des plaintes; mais on se conforme prudemment dans des généralités sans articuler jamais aucun fait précis. Or quelle confiance peuvent inspirer des assertions de cette nature?

Un journal de la campagne a avancé qu'une maison de commission avait escroqué $8,000 à un planteur de la paroisse d'Est Feliciana. Mais pourquoi n'a-t-elle désigné nominativement les coupables? Pourquoi n'a-t-il pas dévoilé la transaction en la publiant avec toutes les circonstances? Pourquoi enfin la partie qui a été lésée n'a-t-elle pas traduit le coupable, si coupable il y avait, devant les tribunaux? On n'a rien fait de tout cela cependant: personne n'a été nommé, personne n'a été poursuivi, et l'on vient maintenant dénoncer qu'ces actes restent impunis!

Un autre journal a poussé le scandale jusqu'à nommer des individus en les qualifiant d'escrocs, de voleurs, de banqueroutiers &c. et en cherchant par tous les moyens en son pouvoir à ruiner leur crédit; mais a-t-il infirmé un seul fait jamais dit, un tel est un voleur, un tel est un escroc? Non, cette circonstance il a commis tout cela? Nullement. Il s'est tenu à ces généralités, à ces attaques banales qui échappent à la répression par la vague même des expressions et qui ne prouvent rien aux yeux des gens sensés, mais qui laissent toujours quelques traces délavorables dans l'esprit de la [illegible]

Nous ne voulons pas examiner la question de savoir si une grande partie de ces attaques ne sont pas portées sous l'influence de la jalousie et de l'intérêt personnel; mais nous devons dire que, dans notre opinion, la presse qui les publie et les propage méconnaît sa mission. Si des fraudes ont été commises, articulez des faits positifs, apportez des preuves et tout le monde vous approuvera; si des malaises de commerce ont trahi la confiance et compromis les intérêts de leurs commettants, que les parties lésées s'adressent aux tribunaux pour obtenir justice et pour faire infliger aux coupables des punitions exemplaires. Mais qu'on ne vienne pas, au mépris des notions les plus élémentaires de la justice et de la morale, attaquer dans l'ombre, par de vagues et perfides accusations, l'honneur et la réputation de ses semblables.

Quant aux professions d'indépendance de certains journaux, nous dirons: "Ce qui vaut mieux que se prétendre indépendant, c'est de l'être réellement." Et, c'est, à notre avis, donner une singulière preuve d'indépendance que de faire le mal pour flatter ceux dont on dépend.

HISTOIRE DE LA LOUISIANE,

Par M. Victor Debouchel.

Les ouvrages relatifs à l'histoire de notre pays sont assez abondants: les uns, sans être aussi complets et aussi explicites qu'on aurait pu le désirer sur certains rapports, retracent convenablement les premières époques de découverte et de colonisation; d'autres présentent un tableau plein d'intérêt des premiers événements où les destinées de la Louisiane se trouvent liées à celles de l'Union; mais aucun d'eux, en rassemblant en un seul corps les annales des différentes époques, n'a condensé notre histoire sous une forme assez nourrie; aucun d'eux surtout ne l'a poussée jusqu'aux temps où nous vivons. C'est dans l'intention de remplir cette double lacune que M. Victor Debouchel a publié récemment un abrégé qui prend la Louisiane à son origine pour ne la quitter qu'en 1840. L'auteur a résumé chronologiquement les travaux de ses devanciers, puis, comme il le dit lui même, il s'est ouvert une route nouvelle. Son livre mérite donc une attention toute particulière. A part la valeur purement historique qu'il possède, il a encore l'avantage de discuter quelques unes des questions qui nous préoccupent à l'heure qu'il est. Peut-être bien des gens et nous jourions être du nombre—ne seront-ils point parfaitement d'accord avec M. Victor Debouchel sur des points importans; mais historiens et financiers seront obligés de reconnaître à son livre toutes les qualités d'une œuvre consciencieuse. Aussi le recommandons-nous avec plaisir tout à la fois à ceux qui désirent avoir un guide chronologique à travers notre histoire et à ceux qui désirent étudier les causes du malaise où nous sommes plongés depuis plusieurs années, les uns et les autres pourront en tirer profit.

Consuls—La session extraordinaire du congrès s'est ouverte lundi, 31 mai, et nous ne tarderons pas sans doute à recevoir le message du président. Ce document ne peut manquer d'avoir une grande importance; car il doit aborder nécessairement quelques-uns des questions qui ont été débattues depuis longtemps déjà par la presse, et M. Tyler n'aura pas manqué de donner son opinion avec la netteté qui le distingue. On sait que les principales de ces questions sont: 1o. la distribution entre les différens Etats du produit des ventes de terres publiques, 2o. la révision et l'accroissement des droits d'importation, afin d'assurer au gouvernement une source de revenus qui puisse faire face à ses besoins; 3o. le rejet du bill de la sous-trésorerie; 4o. l'établissement d'une institution financière qui mette le gouvernement en mesure de disposer aisément de revenu et de régulariser la circulation fiduciaire en empruntant temporairement pour faire face aux besoins immédiats du trésor. La session extraordinaire ne pourra pas certainement donner à toutes ces solutions; mais il en est au moins quelques-unes qu'elle réglera.

Un procès intenté par Mme. Caroline Barnes et al. contre Mme. Myra Gaines, a eu hier une solution à laquelle on était loin de s'attendre. Après avoir été retenue pendant 29 heures dans la salle des délibérations parce qu'il ne pouvait s'accorder, le jury s'est rétabli sans rendre de verdict. Il faudra donc procéder à un nouveau jugement.

Le malle a manqué hier au départ de Charleston.

Mazeppa—La frégate des Etats-Unis, *Macedonian*, commandée par le commodore Wilkinson, a quitté Pensacola le 27 courant pour se rendre en croisière.

La goélette *Ringold*, capitaine Mariotte, est arrivée hier de Matamoros d'où elle était partie le 14. Elle porte 614 balles de cuirs et peaux consignées, savoir: A. P. P. Dashiell & Co. 28,000
A. D. Bloomian, 6,400

Le *Ringold* a laissé à Matamoros en partance pour ce port l'*Embleem*, la *Creole* et le *Watchman*.

Le beau-frère *Th. W. Chinn*, ex-membre du congrès pour le 5e. district, a été nommé président du bureau des travaux publics, en remplacement du général Joseph Bertrand, démissionnaire.

INTERIEUR.

NEW-YORK.

Nous avons annoncé, dernièrement, d'après la *Gazette de Baton Rouge*, qu'une sorte d'épidémie s'était déclarée dans l'atelier de M. Hiriart; voici à ce sujet une lettre que nous trouvons dans la même feuille:

A M. le rédacteur de la Gazette de Baton Rouge.

Monsieur,

Nous vous écrivons, dans l'intérêt de la vérité de rectifier la note que vous avez insérée, d'après de faux renseignemens, dans votre numéro du 22 courant relativement à la maladie qui règne sur l'atelier de M. Hiriart.

Vous avez assigné le cuivre comme cause de cette épidémie. Malheureusement, tandis que c'est le plomb, et encore, nous avez dit que trois nègres étaient morts, tandis que deux seulement ont succombé. Vous avez dit également que la maladie ne datait que depuis deux jours, et cependant les premiers symptômes ont été remarqués dans le mois de janvier dernier.

Après, monsieur, l'assurance de notre parfaite considération.

A. Vinsier, P. L. Hiriart,
G. Sentorre, J. Duer.

Ouest Baton Rouge, le 24 mai, 1841.

TAMPA BAY, 14 mai 1841—J'ai fort peu de nouvelles à vous donner. Nous attendons en ce moment Hulat Tustenuggee: il a envoyé son frère et quelques-uns de ses compagnons pour annoncer qu'il était disposé à se rendre avec toute sa horde, c'est à dire environ 150 individus—Wild Cat (Coacoochee) m'a pas encore et sans doute se repriraient plus—Des détachemens nous sont d'être envoyés pour le dernière fois à Sam Jones—Si les Indiens ne se commettent pas d'ici en l'espèce, ou à l'intention de les poursuivre, à outrance, de ruiner leurs moissons et de prendre tous ceux qu'on saisira. Nous avons maintenant d'excellens guides qui nous mettent sur leurs traces; de nombreux grands partis à nous échapper. Il faudra toujours qu'on fasse quelque pas négocier. Le général en chef a donné un démentement de la guerre que les hostilités recommencent à Indian; il se fonde surtout sur les nombreuses déserties par Halatk Tustenuggee et sur la soumission de son chef. Le 3e régiment d'artillerie, le 2e de dragons, l'infanterie doivent incessamment quitter Tampa Bay.

[illegible]—Nous recevons par la voie de la Géorgie des nouvelles de la Floride. On écrit de Jacksonville, en date du 22 mai: "Les Indiens ont encore commis un grand nombre de massacres dans le comté de Dade. Plus de cent têtes de bétail ont été volées depuis le fort Walker; trois troupes de cavalerie sont en route. C'est sans doute à Halatk Tustenuggee que nous sommes redevables de cette [illegible]—Il y a trois jours que quatre Indiens [illegible] Amis ne sommes point [illegible] Il est [illegible] Il est [illegible] Il est